



N° 6 - septembre 2012

Panorama au 13 septembre 2012

Éditorial

Très net redressement des prix céréaliers depuis juillet 2012

Après la détente intervenue entre février et avril 2012, les prix céréaliers et oléagineux se sont nettement redressés, notamment ceux du blé tendre. En juillet, ils dépassent de quasiment 40 % le niveau moyen des campagnes 2007 à 2011. Avec les animaux de boucherie, ils contribuent pour une large part à la reprise des prix de l'ensemble de la production agricole (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, septembre 2012*). En août sur les marchés mondiaux, les cours atteignent un niveau historique pour le maïs et un niveau très élevé pour le blé tendre inférieur toutefois au pic de 2008. Cette forte hausse découle des tensions dues à la sécheresse aux États-Unis et sur le pourtour de la mer Noire qui laisse prévoir une réduction des productions respectives de maïs et soja, et de céréales à paille (*Céréales : la faible récolte américaine de maïs fait flamber les cours, Céréales et oléagineux, septembre 2012*).

Après une première quinzaine de juillet particulièrement froide et pluvieuse, le climat est ensuite devenu chaud et sec les dix derniers jours et en août. À la mi-août, une vague de chaleur a

couvert une grande partie du territoire métropolitain. Le mois d'août a aussi été l'un des plus secs depuis 1959. Pour autant, le cumul pluviométrique depuis le 1^{er} mars 2012 est majoritairement excédentaire, sauf au sud de la région Midi-Pyrénées, dans le Bas-Rhin, les Bouches-du-Rhône et une partie de la région Centre. En juillet et août, et à l'exception de quelques zones éparses, le niveau des réserves des sols en eau est inférieur aux normales (*Infos rapides Climatologie, août et septembre 2012*).

Les conditions climatiques humides à partir d'avril ont été favorables aux céréales à paille, contrairement au printemps sec de 2011, et les rendements sont plus élevés que les faibles niveaux de 2011. Pour le blé tendre, cette hausse des rendements compense le recul des surfaces. La récolte d'orge serait plus importante qu'en 2010 et 2011, la production d'orge de printemps ayant été abondante à la suite des ressemis. Au contraire pour les cultures d'été - maïs grain et fourrage, tournesol, betterave - les récoltes proches des récoltes moyennes 2007-2011, seraient en retrait par rapport à l'année 2011 pour laquelle les

conditions climatiques estivales avaient conduit à des rendements exceptionnels (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, septembre 2012*). En ce qui concerne la pousse de l'herbe, le ralentissement estival en août n'empêche pas les estimations de production de se situer au niveau habituel, ou excédentaire, sur la quasi-totalité du territoire (*Infos rapides Prairies, septembre 2012*).

Les prix à la production des vins d'appellation passent en dessous de 2011, comme les vins de consommation courante. Pour autant, les prix viticoles se maintiennent à un niveau nettement supérieur en moyenne aux cinq campagnes entre 2007 et 2012. Concernant la récolte viticole de 2012, elle pourrait figurer comme l'une des plus faibles de ces dix dernières années, du fait successivement d'une faible floraison affectée par la pluviométrie et la fraîcheur printanière, d'une pression cryptogamique importante en juillet, et enfin de la canicule d'août dans certains départements du Sud (*Infos rapides Viticulture, septembre 2012*).

Globalement en juillet et août 2012, les prix des fruits affichent une reprise par

rapport au très bas niveau des années précédentes. Ceux des légumes, sur la même lancée que les fruits en juillet, présentent au contraire une baisse en août par rapport aux prix élevés d'août 2011. Cette baisse repose principalement sur la courgette, le melon, le chou-fleur et le concombre. La carotte et la tomate observent quant à elles des prix nettement plus élevés que les années précédentes. Pour le melon, les prix de juillet et août ont justifié une déclaration de crise conjoncturelle, de même que ceux de la courgette : ils sont pénalisés par une demande peu dynamique et la concurrence des produits méditerranéens. D'autre part, leurs prix pendant l'été 2011 avaient été nettement supérieurs aux années précédentes, stimulés pour la courgette par la crise E.Coli au contraire du concombre. Pour celui-ci, la hausse du prix sur un an en juillet 2012 traduit en effet l'impact catastrophique de cette crise sur sa commercialisation en juillet 2011 à des prix inférieurs de 40 % à la moyenne et, malgré une baisse sur un an, les prix d'août 2012 ne font que retrouver le niveau moyen des années précédentes (*Infos rapides Légumes, août et septembre 2012*).

Pour les fruits d'été, la commercialisation est très favorable, hormis pour l'abricot avec une production supérieure à la normale et pour la fraise. Les prix de la pêche sont élevés du fait d'une réduction de l'offre liée à la diminution des vergers et à de violents orages dans la zone Gard-Drôme-Ardèche. Pour la pomme et la poire, l'année 2012 serait marquée par une chute importante de la production par rapport aux dernières années, de l'ordre de 25 %. Il s'agirait de la plus faible récolte de pomme depuis dix ans. Cela résulte des intempéries du printemps qui ont nui à la floraison et la nouaison (*Infos rapides Pomme et Poire, septembre 2012*). Dans ce contexte de production, les prix dépassent nettement ceux des années précédentes.

Pour les animaux de boucherie, la hausse sur un an des prix à la production, de l'ordre de + 13 % en juin et juillet, s'accroît nettement. L'accen-

tuation est peu marquée pour les gros bovins dont la hausse était déjà forte. En revanche, la hausse croissante du prix des porcins (+ 12 % en juillet) rétablit le profil estival normal, contrastant avec la situation atypique de 2011. Les prix des ovins subissent la baisse habituelle de l'été. Les bovins affichent un relatif maintien des abattages et une augmentation de la production, due à la reprise en juin des exportations de bovins finis vers la Turquie après une chute en mars et avril. Les importations de viande ovine sont moins importantes qu'en juin 2011, sauf celles en provenance d'Espagne qui croissent de façon exceptionnelle (*Infos rapides Animaux de boucherie, août 2012*).

En juillet 2012, la stabilité de la production française de volailles par rapport à 2011 persiste dans la continuité du premier semestre, face à une consommation au contraire croissante. La demande du premier semestre a pu être satisfaite grâce à la hausse des importations et à la baisse des exportations (*Infos rapides Aviculture, septembre 2012*). Plus précisément pour le poulet, la production du deuxième trimestre 2012 s'avère très légèrement inférieure à celle de 2011. Pour autant sur l'ensemble de l'année en 2011, et ce pour la deuxième année consécutive, la production de poulet avait nettement augmenté, de même que la consommation. Depuis 2005, les ménages français privilégiaient effectivement les viandes de poulet et de porc plutôt que les autres viandes de boucherie (*En 2011, le succès du poulet auprès des consommateurs ne se dément pas, Aviculture, septembre 2012*).

En matière d'échanges extérieurs de viande de poulet, l'excédent de la France en volume ne cesse de diminuer depuis 2000. Si le solde est favorable avec les pays tiers, le déficit intervenu dès 2002 avec les pays de l'Union européenne ne fait que se creuser. Sur le marché intérieur, la viande de poulet française subit la concurrence de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne. Ces trois origines, qui représentent en 2011 environ 70 % des importations françaises de viande de poulet, croissent réguliè-

ment depuis 2000. Grâce à l'augmentation de leur production et de leurs abattages de poulet, ces trois pays augmentent également leur offre vers le Royaume-Uni et les pays tiers. Par ailleurs, la France est concurrencée par les pays tiers sur le marché intra-communautaire, notamment dans les ventes de viande transformée au Royaume-Uni, qui est son premier client. La Thaïlande pénètre en effet le marché des produits transformés, laissant aux pays européens le marché traditionnel de viande découpée (*Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les deux marchés intérieur et communautaire, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012*).

En ce qui concerne les produits animaux, la production d'œufs du deuxième trimestre 2012 a baissé de 10 % par rapport à 2011. En juin, les mises en place de poulettes ont continué d'augmenter très fortement. En juillet, le prix à la production de l'œuf redescend lentement du très haut niveau de début d'année. Cette hausse exceptionnelle résultait de la raréfaction de l'offre liée à la mise aux normes des cages de poulette. La collecte de lait s'essouffle en juillet, après avoir retrouvé en mai et juin un dynamisme malgré la baisse du prix du lait (*Infos rapides Lait, juillet 2012*). Elle suit le rythme de la pousse d'herbe favorisée par les pluies de la seconde moitié du printemps et freinée par la sécheresse de la fin juillet. Le prix du lait se situe en dessous du niveau de 2011 depuis avril 2012.

En juillet 2012, les coûts de production agricole s'élèvent, après s'être stabilisés durant le deuxième trimestre. Le prix d'achat des aliments pour animaux continue de progresser, répercutant la flambée des prix céréaliers et oléagineux. Au contraire, le prix de l'énergie et des lubrifiants rebondit après un recul durant trois mois. Les prix d'achat des engrais demeurent relativement stables depuis janvier. En forte baisse sur les premiers mois de la campagne culturale 2011/2012, les livraisons d'engrais azotés suivent en avril une baisse saisonnière comparable à celle de l'an dernier. La campagne des engrais

phosphatés et potassiques se termine en avril en retrait par rapport à la campagne précédente. La production d'aliments composés est globalement stable sur l'ensemble du premier semestre (*Infos rapides Moyens de production, septembre 2012*).

En juillet 2012, l'excédent des échanges agroalimentaires français est moins important qu'en juillet 2011. L'excédent avec les pays tiers progresse : la forte progression des exportations de produits transformés compense largement la baisse des

ventes de produits bruts. Par contre, l'excédent avec l'Union européenne diminue, les importations de produits transformés progressant plus que les exportations. L'excédent en produits agricoles bruts diminue fortement. Les exportations de blé tendre et de maïs continuent de chuter en début de campagne, tandis que les importations de fruits et légumes sont en hausse par rapport à juillet 2011. L'excédent des échanges de produits transformés progresse vivement. Les exportations sont en forte hausse : vins, alcools et préparations alimentaires tirent la

croissance (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, septembre 2012*).

Les prix à la consommation des produits alimentaires et boissons non alcoolisées sont plus élevés de 2,6 % que ceux de juillet 2011. Ce sont les viandes, notamment de bœuf et de porc comme en mai et juin, les légumes frais, et aussi les fruits depuis juin, qui soutiennent la hausse. Pour les pains et céréales, les produits laitiers et surtout pour les huiles et graisses, la hausse ralentit.

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Céréales : la faible récolte américaine de maïs fait flamber les cours <i>Céréales et oléagineux</i>	7	A. Renaud
En 2011, le succès du poulet auprès des consommateurs ne se dément pas <i>Aviculture</i>	13	C. Pendariès
Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	19	G. Wemelbeke

Organismes et abréviations 25

Pour en savoir plus 27

Liste des Infos rapides parues

<i>Abricot</i> , n° 4/4, août 2012	L. Bernadette
<i>Animaux de boucherie</i> , n° 7/11, août 2012	M.A. Lapuyade, C. Pendariès
<i>Aviculture</i> , n° 8/11, septembre 2012	C. Pendariès
<i>Carotte</i> , n° 2/6, août 2012	J. Fressignac
<i>Chou-fleur</i> , n° 2/6, septembre 2012	J. Fressignac
<i>Climatologie</i> , n° 9/12, septembre 2012	J. Gabrysiak
<i>Commerce extérieur agroalimentaire</i> , n° 9/12, septembre 2012	G. Wemelbeke
<i>Concombre</i> , n° 4/5, septembre 2012	J. Fressignac
<i>Courgette</i> , n° 3/4, septembre 2012	J. Fressignac
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 7/10, septembre 2012	A. Renaud
<i>Lait</i> , n° 7/11, juillet 2012	S. Cazeneuve
<i>Melon</i> , n° 4/5, septembre 2012	J. Fressignac
<i>Moyens de production</i> , n° 8/10, septembre 2012	L. Lefebvre, A. Viguière
<i>Pêche</i> , n° 5/5, septembre 2012	L. Bernadette
<i>Poire</i> , n° 2/4, septembre 2012	L. Bernadette
<i>Poireau</i> , n° 2/5, septembre 2012	J. Fressignac
<i>Pomme</i> , n° 4/6, septembre 2012	L. Bernadette
<i>Prairies</i> , n° 5/7, août 2012	L. Grassart
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 8/10, septembre 2012	C. Deroin
<i>Stocks Pomme-Poire</i> , n° 10/10, juillet 2012	L. Bernadette
<i>Tomate</i> , n° 5/6, septembre 2012	J. Fressignac
<i>Viticulture</i> , n° 3/5, septembre 2012	L. Bernadette

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans [le Bulletin](#), et les données détaillées dans les [Données en ligne](#) du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Céréales et oléagineux septembre n° 2012/186

[Retour éditorial](#)

Céréales : la faible récolte américaine de maïs fait flamber les cours

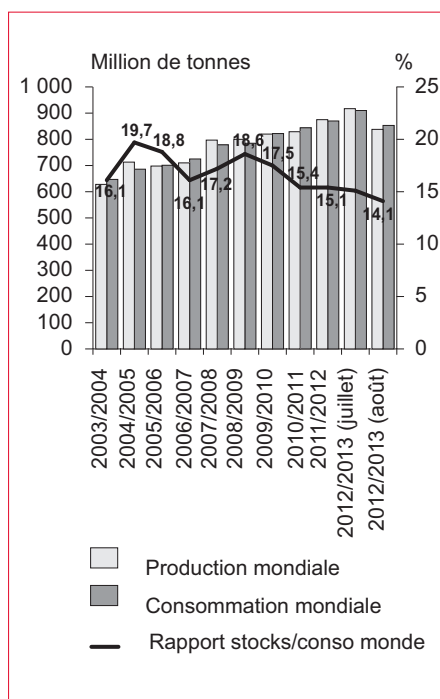
La campagne 2012/2013 démarre pour les céréales et les oléagineux avec des prix en nette hausse par rapport à l'an passé. Le dynamisme des cours s'est accentué avec les révisions successives à la baisse des récoltes de maïs et de soja aux États-Unis. Pour le blé tendre, les récoltes sont réduites dans les pays de la mer Noire, contribuant au renchérissement des cours céréaliers, même si le spectre d'un éventuel embargo sur les exportations russes s'est effacé. En France, les récoltes de céréales à paille sont prévues en hausse sur les petites récoltes de 2011, et pourraient contribuer de manière dynamique au marché mondial pour le blé tendre, et surtout européen pour l'orge et le maïs.

Les prévisions de bilans mondiaux ont chamboulé les marchés des céréales durant l'été 2012. Alors qu'en juin, la production mondiale de maïs était prévue par l'USDA au niveau record de 950 Mt, elle a été revue à la baisse à 905 Mt début juillet à la suite d'une sécheresse persistante aux États-Unis dans les principales régions productrices. Les perspectives de récoltes se sont encore détériorées au mois d'août, avec seulement 849 Mt prévues en début de mois par l'USDA, et 838 Mt à la fin par le Conseil International des Céréales.

Bilan mondial en maïs impacté par la petite récolte aux États-Unis

La dégradation progressive des perspectives de récolte aux États-Unis rend le bilan mondial en maïs fragile pour la campagne 2012/2013. Il s'agirait de la première campagne depuis 1995/1996 pour laquelle la consommation mondiale devrait se réduire d'une année sur l'autre.

Un bilan mondial en maïs particulièrement tendu en 2012/2013



Source : CIC - Rapport du 23 août 2012

Le ratio entre les stocks estimés pour la fin de campagne et la consommation totale, reflétant le déséquilibre entre offre et demande, chuterait à 14 %, son plus bas niveau depuis 2003/2004. Il se situait à 29 % en moyenne entre les campagnes 1991/1993 et 2001/2002. Aux États-Unis, il reculerait en 2012 à 6,5 %, soit sept points de moins que la moyenne des cinq dernières années. La production mondiale de maïs, pourtant en net essor depuis le début des années 2000, peine à suivre une demande grandissante. La production a crû de 38 % entre les périodes 1997/2001 (moyenne des campagnes 1997/1998 à 2001/2002) et 2007/2011. La récolte 2012/2013, en retrait par rapport à l'an passé, se situerait malgré tout légèrement au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes. Dix pays assurent 85 % de la récolte, les États-Unis et la Chine à eux seuls concentrant même près de 60 % de la production.

En parallèle, la consommation s'est élevée de 37 % entre 1997/2001 et 2007/2011. Cette augmentation est due pour les deux tiers à la progression des utilisations destinées à l'alimentation humaine, aux semences, et aux usages industriels. Sur la période 2007/2011, 321 millions de tonnes de maïs (sur 824 produites) sont employés à ces fins, soit 142 millions de tonnes de plus qu'entre 1997 et 2001, le reste étant utilisé pour l'alimentation animale. Les usages industriels en particulier se sont nettement accrus durant la dernière décennie, surtout aux États-Unis, avec le développement de la filière éthanol. Un palier semble toutefois avoir été atteint en 2010/2011, la production d'éthanol ayant marqué le pas en 2011/2012. En 2012/2013, en raison des ressources réduites, le bilan américain doit se réorganiser. Les principales utilisations sont revues à la baisse notamment la production d'éthanol qui reculerait de 10 % par rapport à 2011/2012 selon l'USDA.

L'alimentation animale représente le premier poste de consommation de maïs, avec 509 Mt en 2012/2013. Elle a progressé de 19 % entre 1997/2001 et 2007/2011, notamment en Chine, dans l'Union européenne, et au Brésil. Elle a au contraire reculé aux États-Unis, les drêches de maïs issues de l'industrie d'éthanol se substituant en partie aux graines dans les rations animales.

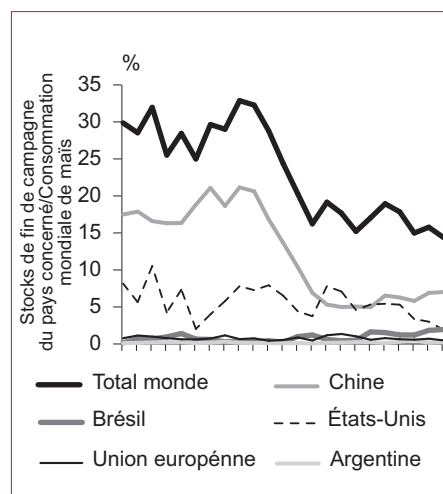
Au cours des cinq dernières campagnes, 11 % de la production mondiale de maïs ont été échangés sur les marchés internationaux. La moitié a été fournie par les États-Unis, et le tiers par l'Argentine, le Brésil et l'Ukraine. Pour 2012/2013, les États-Unis pourraient réduire leurs exportations à 33 Mt, soit un tiers de moins que la moyenne. Le disponible exportable pour 2012 est en revanche jugé bon à ce stade de la campagne en Amérique du Sud, mais ne pourra contribuer au marché qu'en seconde partie de campagne compte-tenu du calendrier des récoltes dans l'hémisphère Sud. L'Ukraine devient peu à peu un exportateur majeur sur la scène internationale : de 1,4 Mt seulement sur la période 2001/2005, elle est passée à un volume de 3,7 Mt au cours des campagnes 2006/2010 pour atteindre

le record de 14,5 Mt en 2011/2012. En 2012/2013, la sécheresse a pénalisé les récoltes et le disponible exportable perdrait 2 Mt. La France est également un exportateur de maïs non négligeable, mais ses expéditions sont presque exclusivement intra-communautaires. Ses principaux clients sont l'Espagne et les Pays-Bas, concentrant 60 % des volumes en 2011/2012.

Au niveau mondial les cinq premiers pays importateurs de maïs sont le Japon, le Mexique, la Corée du Sud,

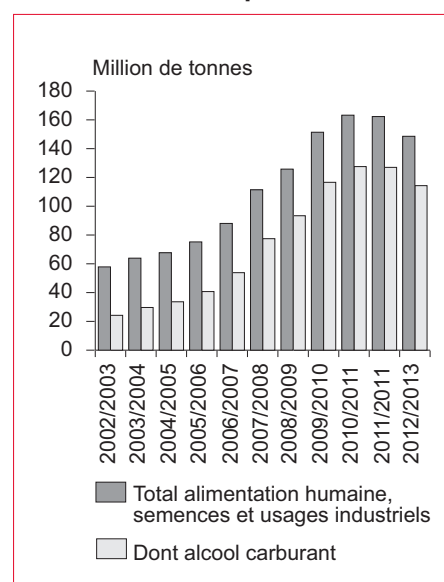
l'Égypte et Taïwan. Ils concentrent 47 % de la demande mondiale. Par rapport à 2011/2012, la demande mondiale en maïs diminuerait de 7 %. Cette baisse repose principalement sur une plus faible demande de la Chine qui avait exceptionnellement importé 5 Mt en 2011/2012, du Mexique et de l'Union européenne. Les besoins d'importation du Japon, premier importateur mondial, restent constants. Ce pays consacre la majorité des volumes importés à l'alimentation animale.

En 2012/2013, le ratio stocks/consommation de maïs au niveau mondial serait le plus faible depuis la campagne 1990/1991



Source : USDA

La production d'éthanol aux États-Unis en perte de vitesse



Source : USDA - Economic Research Service

Les stocks mondiaux de maïs s'amenuisent par rapport aux hauts niveaux de la fin des années 1990

Unité : millier de tonne

	Moyenne campagnes 1992/93 à 1996/97	Moyenne campagnes 1997/98 à 2001/02	Campagne 2012/2013	Différence entre campagnes 2007-2011 et 1997-2001	Évolution en %
Production	536 016	596 185	849 006	228 648	+ 38
Exportations	64 849	71 515	92 782	23 029	+ 32
Alimentation animale et résidus	362 988	418 111	508 735	77 673	+ 19
Consommation pour l'alimentation humaine, les semences, et l'industrie	166 192	178 913	348 636	142 230	+ 79
Consommation totale	529 180	597 024	857 371	219 903	+ 37
Stocks de fin de campagne	148 820	175 531	123 334	- 37 702	- 21

Source : USDA

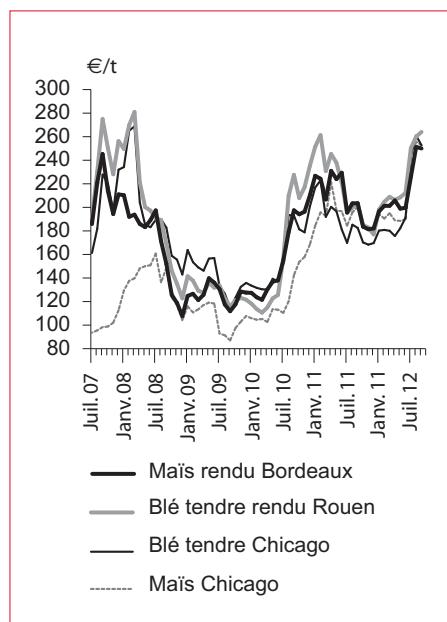
Dans ce contexte, les cours du maïs atteignent des sommets...

La campagne 2011/2012 s'est terminée sur une brusque remontée des prix des céréales, en réaction aux conditions climatiques très sèches aux États-Unis pour le maïs, et dans les pays de la mer Noire pour le blé tendre. Au cours de l'été, les cours du maïs ont continué à flamber en lien avec les inquiétudes grandissantes pour la récolte nord-américaine. Entre la première et la dernière semaine de juillet, le cours du maïs a grimpé de 28 \$/t à Chicago (soit 32 €/t), et de 37 €/t en France (pour le rendu Bordeaux). Après dix semaines de campagne, le prix du maïs en France dépasse de 20 % son niveau du début de campagne précédent. Les records du début de campagne 2007/2008 et du premier trimestre 2011 sont dépassés.

... entraînant le blé tendre, dont le bilan mondial est aussi source de tensions

Sous l'influence du maïs, les cours du blé tendre s'emballent durant l'été. Entre le début et la fin juillet, ils s'ap-

Les cours du maïs dépassent leurs records des campagnes 2007/2008 et 2010/2011



Source : La Dépêche

précient de 35 \$/t à Chicago (soit 38 €/t), et de 23 €/t en France pour le rendu Rouen. Sur les dix premières semaines de campagne, le prix du blé français dépasse de 29 % son niveau du début de campagne dernier, et de 19 % celui de l'été 2007/2008. Toutefois, en 2007/2008, c'est au mois d'août seulement que la flambée des prix avait été spectaculaire suite à l'annonce de récoltes réduites, et d'une demande active de la part des principaux importateurs.

Le bilan mondial en blé tendre, plus tendu que lors de la campagne 2011/2012, contribue aussi au renchérissement des cours en ce début de campagne. La récolte mondiale est annoncée par le CIC à 662 Mt, soit 34 Mt de moins que le record de 2011. Les stocks de report diminueraient de 17 Mt par rapport à 2011/2012. Les craintes d'éventuelles restrictions à l'exportation en Russie, comme ce qui a effectivement eu lieu durant la campagne 2010/2011, ont également attisé les cours. La Russie et les autres pays de la mer Noire souffrent d'une sécheresse sévère qui nuit aux rendements. Toutefois, début août, la possibilité d'embargo a été écartée pour 2012/2013 par le gouvernement russe. Les expéditions de blé tendre en provenance de la mer Noire (Russie, Ukraine, et Kazakhstan) sont évaluées pour 2012/2013 par l'USDA à 21 Mt, soit 43 % de moins que l'an dernier, mais bien au-dessus de la campagne 2010/2011 où elles avaient chuté à 13 Mt.

Le Japon, premier importateur de maïs au monde

Unité : millier de tonnes

	Importations de maïs 2012/2013	Production de maïs 2012/2013	Utilisation de maïs pour l'alimentation animale 2012/2013
Japon	15 000	1	10 500
Mexique	8 500	21 500	13 500
Corée du Sud	7 500	78	5 500
Égypte	5 200	5 800	9 200
Taiwan	4 300	47	4 100

Source : USDA

En France, récoltes abondantes prévues pour les céréales à paille, dans la moyenne pour le maïs

Les productions françaises de céréales à paille devraient être abondantes après de petites récoltes en 2011. Les conditions climatiques humides à partir du mois d'avril 2012 ont été plus favorables aux rendements contrairement à un printemps très sec en 2011. La récolte de blé tendre est pour l'instant estimée à 36,5 Mt (+ 2,6 Mt par rapport à 2011), la progression des rendements compensant le recul des surfaces de plus de 100 milliers d'hectares lié au gel de février. La récolte d'orge, évaluée à 11,4 Mt, serait supérieure de 7 % à la moyenne des cinq dernières années grâce aux ressemis en orge de printemps. Plus abondante qu'en 2010 et 2011, elle n'atteindrait toutefois pas le haut niveau de 2009. La production de maïs-grain serait dans la moyenne après le record de 2011.

Léger recul de la production européenne

Dans l'Union européenne, la récolte de céréales se situerait 2 % en dessous de la moyenne des cinq dernières années, en raison de conditions climatiques défavorables dans le Sud (Espagne) et dans l'Est (surtout en Roumanie). La récolte de blé tendre perdrait 1 % par rapport à l'an dernier, la hausse en France et en Allemagne compensant presque entièrement le recul en Roumanie et en Espagne. En

Espagne, la récolte d'orge a été particulièrement affectée par la sécheresse et reculerait de 2,3 Mt par rapport à 2011 selon la Commission européenne. La production européenne de maïs chuterait à 60 Mt (- 10 %) par rapport au haut niveau de 2011.

Dans ce contexte, les exportations françaises à destination de l'Union européenne pourraient être dynamiques, en particulier pour l'orge et le maïs. Selon FranceAgriMer, les expéditions d'orge vers l'Ue se situeraient à 4,2 Mt, en hausse de 19 % par rapport au faible niveau de 2011.

La demande viendrait principalement de Belgique et des Pays-Bas comme en 2011, mais aussi d'Espagne en raison de la récolte réduite. À destination de l'Espagne, les exportations françaises de blé tendre progresseraient également.

Hausse continue des cours du soja depuis le premier semestre 2012

Après un point bas en 2011/2012, la production de soja retrouverait en 2012/2013 un niveau plus confortable, à 260 Mt. La récolte serait toutefois fortement réduite aux États-Unis, où elle perdrait 12 % après un recul de 8 % entre 2010/2011 et 2011/2012. Les récoltes seraient toutefois encourageantes en Amérique du Sud, se plaçant à 55 Mt en Argentine (+ 34 %) et 81 Mt au Brésil (+ 24 %) qui deviendrait le premier producteur mondial devant les États-Unis.

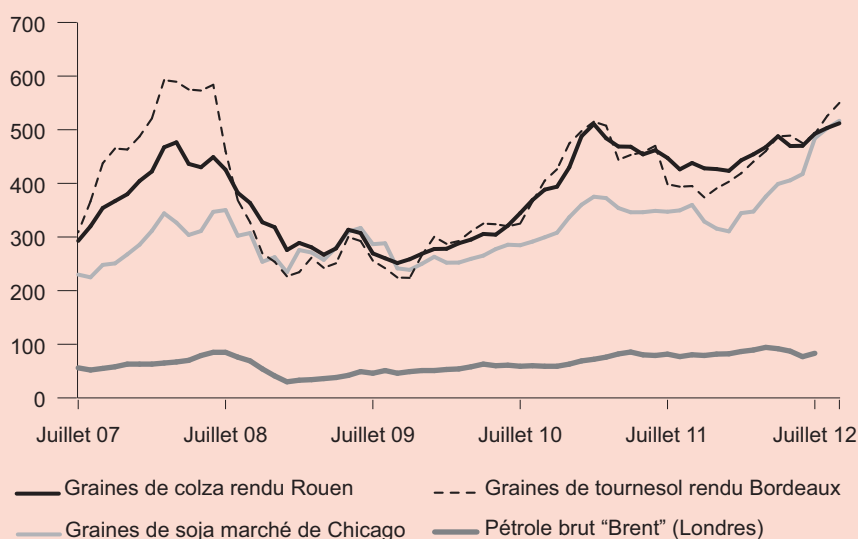
Les échanges mondiaux s'accroîtraient de 2 %, et la consommation ne permettrait pas de reconstituer les stocks de fin de campagne qui se stabiliseraient. La demande est soutenue en provenance de Chine, tirant les prix vers le haut. Les cours du soja, qui augmentent continuellement depuis le mois de février 2012, ont atteint de nouveaux sommets durant l'été 2012.

En fin de campagne 2011/2012, les cours français des oléagineux s'étaient légèrement détendus avant de rebondir la dernière semaine en

parallèle avec les cours des céréales. Au mois d'août, le cours du colza rendu Rouen se place à 503 €/t, presque aussi haut que le pic de janvier 2011, et dépassant de 30 €/t le point haut de mars 2008. Pour le tournesol, l'emballlement des cours durant l'été 2012 est encore plus net avec 80 €/t de différence entre la

cotation de début juillet et celle de début septembre. En outre, les récoltes en tournesol dans l'Union européenne sont prévues en baisse de 16 % par rapport à 2011, avec un recul de 500 milliers de tonnes en Roumanie, 350 en Espagne et 200 en France ou en Hongrie.

Nouveaux records pour les cours du soja



Source : La Dépêche

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte)
- Les données européennes de production proviennent l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou bien du Cocal (Comité du Commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agro-fournitures) : <http://www.coceral.com>
- Les cotations mondiales (hors Chicago) et les bilans français provisoires (2011/2012) et prévisionnels (2012/2013) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche/Le petit meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Beyond » : <http://agreste.maapar.lbn.fr/>) puis « Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées de conjoncture
- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - conjoncture grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Bonne récolte pour les céréales à paille », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, septembre 2012
- « Céréales : pas d'accalmie pour les marchés en fin de campagne 2011/2012 », Synthèse Conjoncture Céréales n° 2012/181, juillet 2012
- « Cours des oléagineux très hauts en fin de campagne 2011/2012 », Synthèse Conjoncture Oléagineux n° 2012/182, juillet 2012
- « Céréales et oléagineux : les marchés des grandes cultures sous l'effet des accidents climatiques », Synthèse Conjoncture Céréales et oléagineux n° 2012/172, mars 2012
- « Céréales et oléagineux : le repli des cours initié début octobre se stabilise », Synthèse Conjoncture Céréales et oléagineux n° 2011/164, décembre 2011

PRODUCTIONS ANIMALES - Aviculture

Synthèses septembre n° 2012/187

[Retour éditorial](#)

En 2011, le succès du poulet auprès des consommateurs ne se dément pas

En 2011, la production totale française de poulet est en nette hausse pour la deuxième année consécutive. La consommation progresse également, atteignant son plus haut niveau depuis l'année 2000. Depuis 2005, les ménages ont augmenté leurs achats de poulet de 13 %, pendant que les volumes achetés des autres viandes se repliaient, sauf pour la viande de porc. Le solde commercial en volume des viandes et préparations de poulet est positif. Il s'est dégradé depuis l'année 2000, malgré une légère reprise en 2011. Les importations, qui proviennent à 92 % de l'Union européenne, sont en augmentation, aussi bien en frais qu'en congelé et préparations. Côté exportations, seules les ventes de congelé augmentent de manière significative, dynamisées par les envois de poulet export au Moyen-Orient.

Soutenue par les bonnes dispositions des consommateurs envers cette viande, la production de poulet progresse en 2010 et 2011

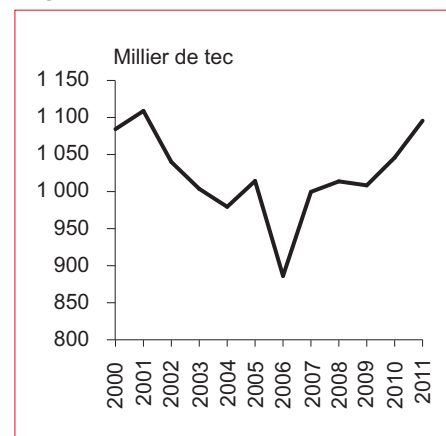
La production mondiale de poulet approche 88 millions de tonnes en 2011, selon l'Institut de l'aviculture (Itavi) et la production européenne est d'environ 9,4 millions de tonnes, selon la direction générale de l'agriculture à la Commission européenne. Cette même année, la production française est de 1,1 million de tonnes, en progression de 5 % par rapport à 2010. Elle se rapproche de son plus haut niveau de la décennie atteint en 2001, année de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) qui a freiné

la consommation de viande bovine et profité à la volaille.

La production de poulet de chair représente près de 60 % de la production française de volailles en 2011. Le secteur du poulet de chair avait été le plus affecté par la crise de l'influenza aviaire, entre septembre 2005 et juin 2006, du fait notamment de l'embargo décidé par certains pays importateurs à l'encontre des poulets français. La production française de poulet avait ainsi reculé de 13 % entre 2005 et 2006, pendant que la production de dinde se réduisait de 9 % et celle de pintade de 10 %. La production de canard, à rôti et à gaver, était restée stable dans le même temps. À partir de 2007, la production de poulet a de

nouveau augmenté jusqu'à 2009 où elle s'est stabilisée. En 2010 et 2011,

En 2011, la production de poulet dépasse le niveau atteint en 2002



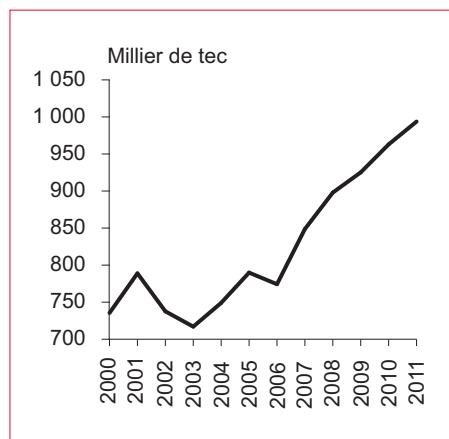
Source : Agreste

la progression reprend fortement (+ 4 %, puis + 5 %).

La consommation française de poulet est également au plus haut, mais près de quatre poulets sur dix consommés sur le territoire sont importés

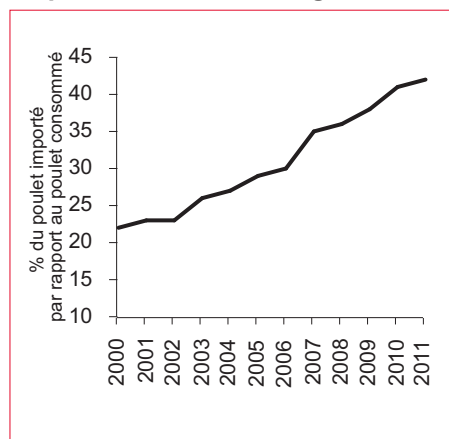
En 2011, la consommation française de poulet calculée par bilan est au plus haut depuis plusieurs années, un tiers de plus par rapport à 2000. La consommation de poulet de chair par habitant est évaluée à 15 kgs en moyenne en 2011. Toutefois, la proportion de poulets importés parmi ceux consommés en France n'a pas cessé d'augmenter depuis 2000 pour atteindre quatre sur dix en 2011. Dans ce calcul de bilan, on fait l'hypothèse que l'ensemble des viandes et préparations importées sont utilisées sur le territoire et ne sont pas réexportées.

En 2011, la consommation de poulet est au plus haut



Source : Agreste

La part des importations dans la consommation française de poulet ne cesse d'augmenter



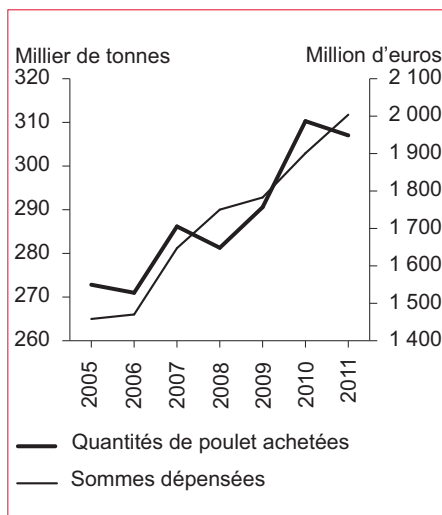
Source : DGDDI (Douanes)

Les données du panel Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, qui évalue, entre autres, les achats de poulet par les ménages français, confirment la tendance à la hausse de la consommation notamment depuis 2009, année de la crise économique internationale.

Depuis 2005, selon Kantar, les quantités de viande de poulet achetées par les ménages français ont augmenté de près de 14 %, pour dépasser 300 milliers de tonnes en 2011. Dans le même temps, les quantités achetées de viande de dinde se sont réduites de 11 % et celles de canard de 7 %. Au cours de la même période, la viande de porc est la seule viande de boucherie dont les quantités achetées ont progressé (+ 1 %). De 2005 à 2011, les achats de viande de gros bovins ont reculé de plus de 7 %, ceux de viande de veau de 12 % et ceux de viande ovine de près d'un quart.

Le succès de la viande de poulet auprès des consommateurs peut tenir, en grande partie, à son prix d'achat. Parmi les viandes citées précédemment, c'est en effet la moins chère, au prix moyen de 6,53 € kg en 2011 en rapportant les sommes dépensées aux quantités achetées. Selon l'indice des prix à la consommation, la viande de poulet reste en effet bon marché, malgré une progression de son prix plus importante depuis 1998 que pour la

Depuis 2009, les quantités de poulet achetées par les ménages sont importantes selon le panel Kantar



Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

viande de porc (+ 52 % contre + 33 % pour le porc).

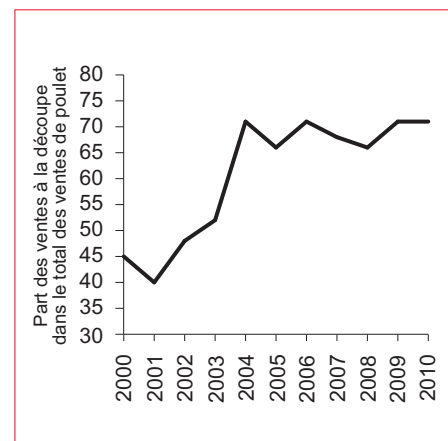
La proportion des découpes de poulet est en hausse depuis 2009, année où le repli de la part de poulet label s'intensifie

Depuis 2009, la part des découpes par rapport à l'ensemble des ventes de poulet est en augmentation, selon l'enquête de l'association des entreprises de produits alimentaires élaborés (Adepale), réalisée par le Service de la statistique et de la prospective (SSP).

La part du poulet label rouge par rapport à l'ensemble des abattages se replie de 1,5 point de 2003 à 2011, passant de 16,2 % à 14,7 %, selon l'enquête annuelle Qualité auprès des abattoirs de volailles et de lapins réalisée par le SSP. Dans le même temps et selon la même source, la part du poulet conduit en agriculture biologique progresse de près de 80 %, tout en conservant une proportion très modeste pour cette espèce (près de 1 % de l'ensemble des abattages de poulet).

Le recul du poulet label s'intensifie à partir de 2009, année qui suit la crise économique mondiale. Ce repli va probablement de pair avec un report sur des produits moins chers, comme le poulet standard, par exemple. La production de volaille différenciée en termes de qualité a donc pu être affectée par le ralentissement économique.

La part des découpes sur l'ensemble des ventes de poulet est de nouveau en reprise à compter de 2009



Sources : Agreste, Adepale et Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viandes (FICT)

Le commerce extérieur de viande et préparations de poulet est dynamique, mais les importations augmentent plus vite que les exportations

En 2011, le poulet représente plus de la moitié des exportations de viande et préparations de volailles, et les deux tiers des importations. Le solde commercial en volume est toujours positif, mais se replie. En 2011, il progresse légèrement par rapport à 2010. Cette même année, les exportations de viande et préparations de poulet représentent 485 milliers de tonnes équivalent-carcasse (tec), et les importations 420 milliers de tec. Depuis 2000, les importations de viande et préparations de poulet progressent régulièrement. En 2011, celles qui proviennent de l'Union européenne représentent 92 % du total importé par la France. Depuis 2002, le solde commercial avec l'UE est négatif et se dégrade.

De 2000 à 2011, les exportations de viande et préparations de poulet se replient vers l'Union européenne, mais progressent vers les pays tiers

Après la crise de la grippe aviaire, les exportations reprennent : en 2011, elles

dépassent de près de 50 % celles de 2006, et sont au plus haut depuis 2000. Vers le Moyen-Orient, les volumes ont quasiment doublé dans le même temps.

Les restitutions communautaires à l'exportation expliquent le développement des ventes de poulet export vers le Moyen-Orient. Selon le Comité interprofessionnel du poulet classique et certifié (CIPC), le poulet export représente actuellement près du tiers des abattages de poulet de chair en France. Ces volailles, d'un poids vif de moins de 1,6 kg, sont élevées pendant une période de 31 à 35 jours et sont destinées exclusivement à l'exportation.

Exportations françaises de viandes et préparations de poulet vers les principaux clients de l'Union européenne

Unité : millier de tec

Pays	2000	2005	2011
Royaume-Uni	81	49	24
Allemagne	42	23	20
Italie	21	5	9
Pays-Bas	12	12	10
Belgique-Luxembourg	19	23	20
Espagne	16	17	32

Source : DGDDI (Douanes)

En 2011, 71 % des volumes exportés sont destinés aux pays tiers, contre 29 % à destination de l'Union européenne. En 2000, la répartition était de 58 % pour les pays tiers et 42 % pour l'UE.

De 2000 à 2011, les exportations de viande et préparations de poulet sont en baisse vers l'Union européenne. Celle-ci est assez prononcée vers le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. À l'inverse, les exportations augmentent vers l'Espagne. Au cours de la même période, les exportations de viande et préparations de poulet progressent vers les pays tiers. Le principal client de la France, l'Arabie Saoudite, a

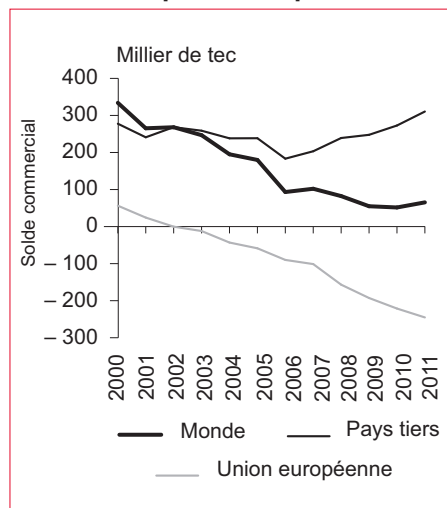
Exportations françaises de viandes et préparations de poulet vers les principaux clients des pays tiers

Unité : millier de tec

Pays	2000	2005	2011
Arabie Saoudite	121	100	160
Russie	17	31	21
Bénin	9	8	15
Hong-kong	5	5	8
Chine	0,1	2	4
Koweït	6	5	0,5
Oman	20	7	12
Yemen	45	38	41

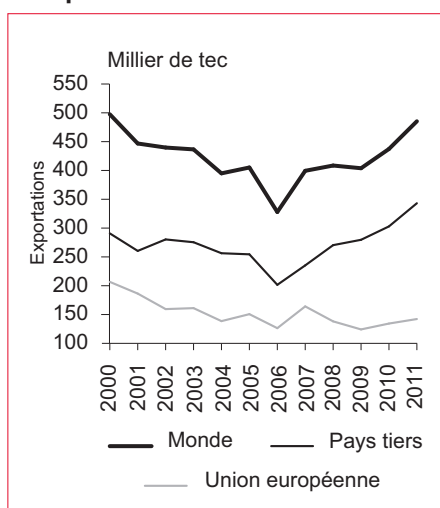
Source : DGDDI (Douanes)

Le solde commercial des viandes et préparations de poulet est positif avec les pays tiers, mais négatif avec l'union européenne depuis 2002



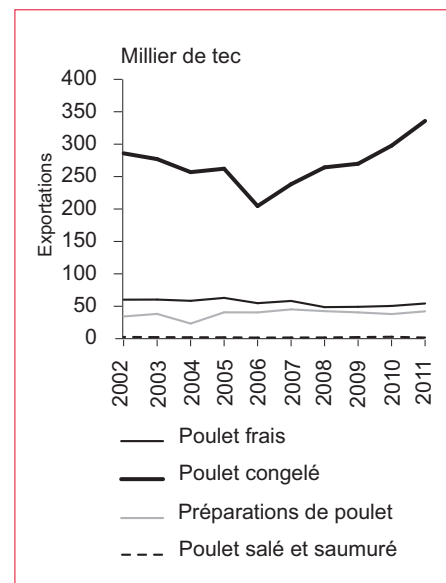
Source : DGDDI (Douanes)

En 2011, les exportations de viande et préparations de poulet se rapprochent de leur niveau de l'an 2000, en hausse vers les pays tiers et en repli vers l'Union européenne



Source : DGDDI (Douanes)

De 2002 à 2011, les exportations de poulet congelé sont en nette augmentation



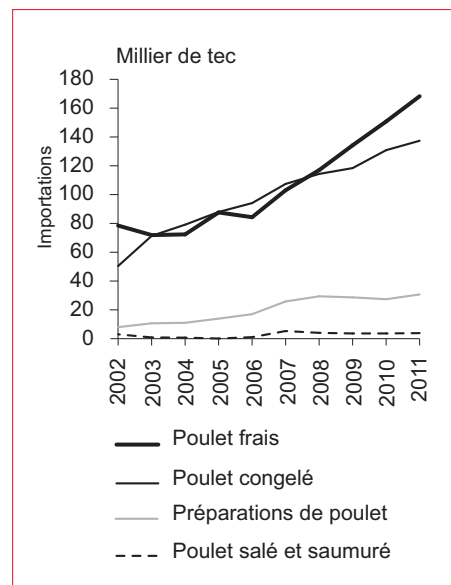
Source : DGDDI (Douanes)

augmenté ses achats de quasiment un tiers, alors que d'autres pays du Moyen-Orient – le Koweït – le Yémen et Oman – ont réduit leurs achats de 2000 à 2011. D'autres pays, parmi nos clients importants, ont développé fortement leurs achats de poulet à la France au cours de la période : la Russie (un quart de plus), le Bénin (près de deux tiers supplémentaires), Hong-Kong (plus de la moitié en plus), enfin la Chine qui augmente en permanence ses achats, tout en restant un client modeste pour l'instant.

Selon Ubifrance, la part française du marché de poulet entier congelé avec les pays du Golfe persique, a progressé de 15 % à 19 % entre 2009 et 2011, notamment avec l'Arabie Saoudite qui est son principal client (de 19 % à 23 %). Toutefois au premier semestre 2012, les exportations sont en baisse de 2 % par rapport au 1^{er} semestre 2011. Le repli est particulièrement important vers l'Arabie Saoudite.

Après la crise de l'influenza aviaire, fin 2006, les exportations françaises de viandes et préparations de poulet augmentent globalement. Une analyse plus fine révèle que seuls les envois

Les importations de poulet sont en hausse de 2002 à 2011, que ce soit en frais, congelé, préparations ou salé et saumuré



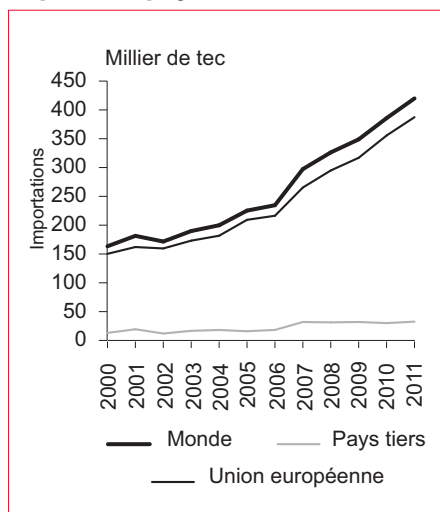
Source : DGDDI (Douanes)

de surgelés augmentent et dynamisent l'ensemble. Les exportations de frais et préparations ne progressent peu ou pas au cours de la période.

De 2000 à 2011, les importations de viande et préparations de poulet progressent en provenance de l'Union européenne et des pays tiers

Au cours de la période 2000-2011, les achats français de viande et préparations de poulet ont été multipliés par deux fois et demi, que ce soit depuis l'Union européenne, mais aussi depuis

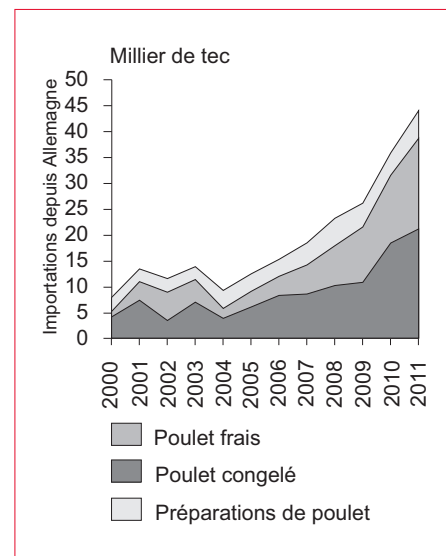
En 2011, les importations de viande et préparations de poulet sont en progression, aussi bien depuis l'union européenne que depuis les pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

les pays tiers pour de moindres volumes. De plus pour la même période, les importations de viande de poulet sont en augmentation quasi-constante, quelque soit le conditionnement. Les importations françaises de viande et préparations de poulet progressent en provenance de la plupart des principaux fournisseurs européens.

Le fort accroissement des importations de poulet depuis l'Allemagne concerne la viande fraîche, mais aussi la viande congelée



Source : DGDDI (Douanes)

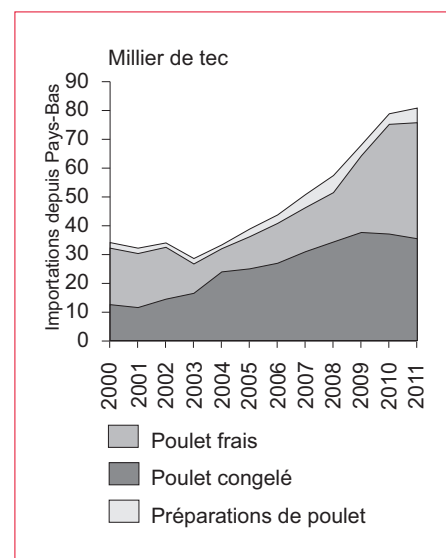
Importations françaises de viandes et préparations de poulet

Unité : millier de tec

Pays	2000	2005	2011
Union européenne			
Belgique-Luxembourg	48	74	121
Pays-Bas	43	46	104
Allemagne	11	16	56
Royaume-Uni	19	33	33
Pologne	4	5	27
Espagne	10	20	18
Danemark	7	4	3
Pays tiers			
Brésil	7	13	18
Thaïlande	3	1	8

Source : DGDDI (Douanes)

Les importations de poulet congelé depuis les Pays-Bas ont cessé de croître



Source : DGDDI (Douanes)

L'ensemble Belgique-Luxembourg et les Pays-Bas dépassent la centaine de milliers de tec en 2011 pour devenir nos principaux pourvoyeurs, respectivement 29 % et 25 % du total en 2011. De son côté, l'Allemagne quadruple ses envois vers le territoire français de 2000 à 2011, tandis que l'Espagne et le Royaume-Uni augmentent leurs expéditions de plus des deux-tiers. La Pologne fait plus que sextupler ses envois dans le même temps. Parmi nos principaux fournisseurs des pays tiers, le Brésil et la Thaïlande ont plus que doublé leurs expéditions directes vers la France.

De 2004 à 2009, la proportion de viande fraîche dans les importations françaises de viandes et préparations de poulet allemand est en progression (de 21 % en 2004 à 41 % en 2011). La situation est similaire en ce qui concerne les importations en provenance des Pays-Bas (de 24 %

en 2004 à 50 % en 2011). Cette augmentation des importations de poulet frais allemand et néerlandais est liée à la progression des élevages de poulet dans ces deux pays : la production de poulet frais a augmenté de 54 % pour l'Allemagne de 2004 à 2011, et de 28 % pour les Pays-Bas dans le même temps, selon la Commission européenne. Pour ces deux pays, il n'est pas exclu qu'interviennent des réexportations vers l'Union européenne de viande et préparations de poulet en provenance des pays tiers.

À l'inverse, le frais a toujours été prépondérant dans les importations françaises de viande de poulet en provenance de l'ensemble Belgique-Luxembourg depuis l'an 2000 et la proportion augmente encore en 2011, malgré la baisse de la production belge de poulet d'un cinquième entre 2000 et 2011.

Le prix à la production évolue pratiquement de la même façon que le prix de l'aliment pour Gallus

La filière poulet est très intégrée. Quelques grands groupes industriels ou coopératifs produisent la majeure partie des volailles françaises. Depuis la sélection génétique jusqu'au suivi technique, en passant par les aliments, ces groupes maîtrisent la chaîne en amont, passant des contrats avec les éleveurs qu'ils rémunèrent.

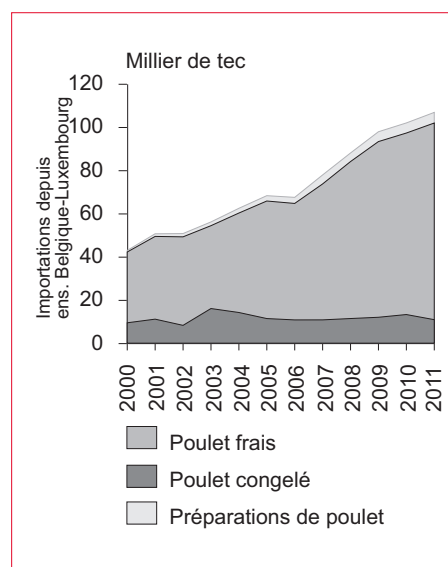
Ce mode de contractualisation équivaut à la rémunération d'une prestation de service aux éleveurs. En effet, le prix à la production est en cohérence avec le prix de l'aliment car le prix payé à l'éleveur est indexé pour partie sur l'évolution du prix de l'aliment. C'est essentiellement pour cette raison que l'évolution de l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) du poulet de chair est parallèle à celle de l'indice des prix d'achat des matières premières agricoles (Ipampa) relatif à l'aliment pour Gallus.

Dans un contexte de renchérissement du coût de l'aliment, les abattages de poulet se réduisent au cours des sept premiers mois de 2012

Après avoir progressé en 2011, les abattages de poulet se réduisent à partir du début 2012 (- 2,7 % par rapport aux sept premiers mois de 2011).

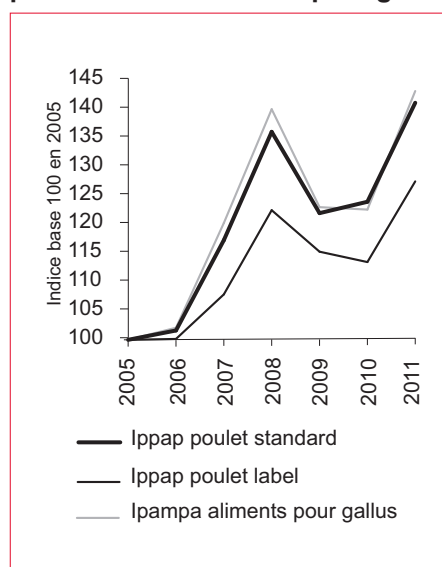
Au premier semestre 2012, les importations de viande et préparations de poulet sont en hausse de près de 8 % par rapport à la même période en 2011. Elles progressent en provenance de l'Allemagne et des Pays-Bas, alors qu'elles se réduisent depuis l'ensemble Belgique-Luxembourg. En juillet 2012, le prix de l'aliment pour Gallus a augmenté de 0,3 % en un an (par rapport à juillet 2011) et de 24 % en deux ans (par rapport à juillet 2010). Le prix à la production du poulet a de son côté baissé de 1,6 % en un an et augmenté de 17 % en deux ans.

Pour l'ensemble Belgique-Luxembourg, la part du poulet frais, qui a toujours été très majoritaire, augmente encore en 2011



Source : DGDDI (Douanes)

La progression des prix à la production du poulet standard et du poulet label suit de près celle du prix d'achat de l'aliment pour gallus



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- FranceAgriMer-SNM pour les cotations
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Consommation calculée par bilan : elle est égale à production – exportations + importations – variation de stocks
- Gallus : nom d'espèce du poulet, des coqs et des poules
- Les achats des consommateurs observés par Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La production de volailles est stable au premier semestre 2012 », Infos rapides Aviculture n° 8/12, septembre 2012
- « En 2011, la production française de foie gras progresse encore, tandis que la consommation et les exportations marquent le pas », Synthèses Aviculture, n° 2012/184, juillet 2012
- « La production française d'œufs de consommation baisse en 2011 » Synthèses Aviculture, n° 2011/166, décembre 2011
- « La consommation de foie gras en progression en 2010 », Synthèses Aviculture, n° 2011/154, juillet 2011
- « Production et consommation de pintade en repli depuis plus de dix ans, malgré des atouts », Synthèses Aviculture, n° 2011/152, juin 2011

Retour éditorial

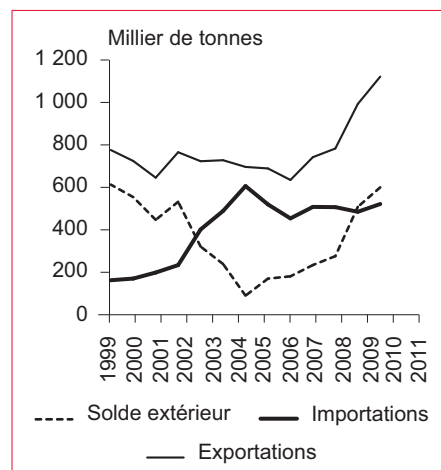
Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire

L'excédent des échanges de viande de poulet de la France ne cesse de diminuer depuis 2000. Si avec les pays tiers, le solde est flatteur, avec les pays de l'Union européenne, le solde est devenu déficitaire dès 2002 et ce déficit ne fait qu'augmenter. Sur son marché intérieur, la France est concurrencée par la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne qui représentent 69 % des importations de viande de poulet. Les importations de la France en provenance de ces trois pays augmentent régulièrement depuis 2000. L'ensemble constitué de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Belgique a augmenté à la fois sa production de poulet et ses abattages. Ainsi, il a pu augmenter son offre et gagner des marchés en France, mais aussi au Royaume-Uni et dans les pays tiers. Par ailleurs, le Royaume-Uni, premier consommateur de poulet et surtout premier client de la France, a fortement modifié sa demande vers plus de produits transformés. Sur ce créneau, c'est la Thaïlande qui a su gagner les marchés, laissant aux pays européens le marché traditionnel de viande découpée. Là encore, la France, en baisse, est concurrencée par les autres pays européens.

Les échanges de l'UE de viandes de poulet avec les pays tiers représentent une faible partie de la production européenne

En 2011, le solde des échanges de viande de poulet – y compris préparations – de l'Union européenne (UE) avec les pays tiers est excédentaire de 600 milliers de tonnes. Entre 2000 et 2005, l'excédent s'est réduit pour atteindre 90 milliers de tonnes. En effet, sur cette période, les importations en provenance des pays tiers ont triplé passant d'un peu moins de 200 milliers de tonnes à 600 milliers de tonnes. Entre 2000 et 2005, la croissance des importations est particulièrement forte pour les viandes découpées de poulet et les préparations à base de poulet, tandis que les importations de

Haussé des exportations vers les pays tiers, et stabilité des importations : l'excédent de l'Union européenne en viande de poulet s'améliore depuis 2005



Source : Eurostat

poulets entiers sont quasiment nulles. À partir de 2005, les importations de viande découpée sont en baisse pour retrouver des niveaux sensiblement les mêmes à ceux de 2000, tandis que celles de préparations à base de poulet continuent d'augmenter. Au final, entre 2005 et 2011, le niveau des importations de viandes de poulet s'est stabilisé, voire a légèrement reculé : en 2011, les importations de viandes de poulet en provenance des pays tiers sont de 521 milliers de tonnes, dont 69 % de préparations, 28 % de viande découpée et 3 % de poulets entiers.

Par ailleurs, les exportations vers les pays tiers, qui avaient tendance à se réduire entre 2000 et 2007, sont depuis en forte hausse, passant de 630 milliers de tonnes en 2007 à 1 120 milliers

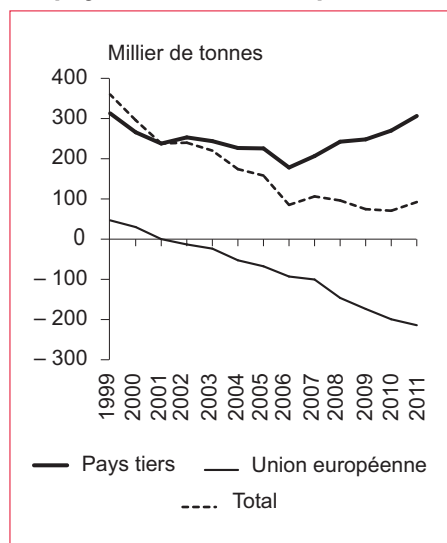
de tonnes en 2011. Les viandes découpées représentent les deux tiers des exportations, et les poulets entiers l'autre tiers. Les exportations de préparations de poulet sont quasiment nulles. Les ventes aux pays tiers de viande découpée et poulets entiers sont tous les deux en hausse depuis 2008. Ainsi, l'excédent des échanges en viande de poulet de l'UE avec les pays tiers est en hausse depuis 2005.

Cependant, ces échanges de l'UE avec les pays tiers sont faibles comparativement à la production européenne, puisqu'en 2011, 9 750 milliers de tonnes de poulet ont été abattus dans l'UE. Ainsi les exportations de l'UE vers les pays tiers de viande de poulet représenteraient un peu plus de 11 % de la production européenne, tandis que les importations n'en représenteraient que 5 %. Par ailleurs, les échanges intra-communautaires de viande de poulet dépassent les 3 000 milliers de tonnes, soit six fois plus que les importations en provenance des pays tiers.

La France est fortement concurrencée par d'autres pays de l'UE sur son marché intérieur...

Entre 2000 et 2011, l'excédent des échanges de viande de poulet de la France a été divisé par 4. Cependant, si les échanges de viande de poulet

Le solde des échanges de viande de poulet de la France se dégrade et est même déficitaire avec les pays de l'Union européenne



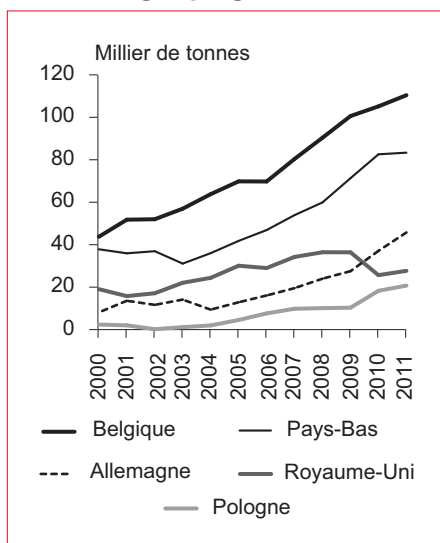
Source : Eurostat

de la France avec les pays tiers sont excédentaires, avec l'UE, ils sont devenus déficitaires et ce déficit ne fait que se creuser. Avec l'UE, la France souffre d'exportations en baisse tendancielle depuis 2000 (170 milliers de tonnes en 2000 contre 130 milliers de tonnes en 2011) et surtout d'importations qui ont plus que doublé (140 milliers de tonnes en 2000 contre 340 milliers de tonnes en 2011).

La viande découpée fraîche ou congelée représente 87 % des importations en provenance de l'UE, les préparations 9 % et les poulets entiers frais ou congelés 8 %. Les viandes découpées sont les produits dont les importations augmentent le plus passant de 122 milliers de tonnes en 2000 à 288 milliers de tonnes en 2011.

La Belgique (32 % des importations), les Pays-Bas (24 % des importations) et l'Allemagne (13 % des importations) sont les principaux fournisseurs de la France. Avec la Pologne, ces pays sont aussi les origines dont les importations progressent le plus sur la période 2000-2011. Au final, si l'ensemble des importations est consommé en France (et donc qu'il n'y a pas de ré-expédition de viande de poulet vers d'autres pays), sur dix poulets consommés en France, quatre proviendraient de l'importation, ce sous la forme de viande découpée.

Les importations de viande de poulet en provenance de Belgique, des Pays-Bas et d'Allemagne progressent vivement



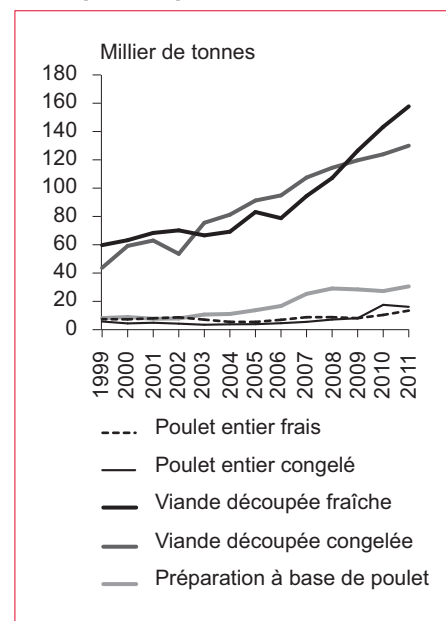
Source : DGDDI (Douanes)

... et sur le marché intra-communautaire

C'est vers le Royaume-Uni que les exportations de viande de poulet diminuent le plus, passant de 65 milliers de tonnes en 2000 à 19 milliers de tonnes en 2011. L'Italie et l'Allemagne sont les deux autres destinations en forte baisse, avec respectivement - 11 milliers de tonnes et - 14 milliers de tonnes sur la période. À l'inverse, les ventes de viande de poulet à l'Espagne ont doublé (+ 15 milliers de tonnes entre 2000 et 2011).

Les exportations de viande découpée vers l'UE progressent (+ 11 milliers de tonnes), tandis que les ventes de poulets entiers sont en baisse. Le poulet entier, qui était le principal produit exporté par la France vers l'UE en 2000, chute de 48 milliers de tonnes (- 58 %) sur la période 2000-2011, principalement vers le Royaume-Uni et l'Italie. La viande de poulet découpée est aussi en baisse vers le Royaume-Uni (- 11 milliers de tonnes) mais cette baisse est plus que compensée par la hausse des ventes vers les autres pays de l'UE (Espagne, Belgique et Bulgarie principalement).

La France importe de plus en plus de viande de poulet découpée, mais pas de poulet entier



Source : Eurostat

Le Royaume-Uni, premier consommateur de poulet, importe de plus en plus de préparations à base de poulet des pays tiers

Le Royaume-Uni est le premier producteur européen de viande de poulet en nombre d'abattages, mais il est aussi celui présentant le déficit le plus important en viande de poulet. Il n'est que le cinquième exportateur européen de viande de poulet avec 286 milliers de tonnes, mais le premier importateur avec 610 milliers. Et si les exportations ont augmenté de 86 % entre 2000 et 2011, les importations ont plus que doublé sur la même période. La croissance des importations du Royaume-Uni se concentre principalement sur les préparations à base de poulet (59 milliers de tonnes en 2000 contre 238 milliers en 2011) sur lesquels la France, mais aussi les autres pays de l'UE sont mal positionnés. En effet, ce sont les pays tiers, et principalement la Thaïlande, qui profitent de la demande du Royaume-Uni en préparation à base de poulet.

De plus, les importations de viande de poulet découpée sont aussi en légère hausse et celles de poulets entiers se maintiennent. Malgré cela, alors que les pays de l'UE ne sont pas concu-

rencés par les pays tiers sur ces deux créneaux, la France est le seul pays européen parmi les principaux fournisseurs du Royaume-Uni dont les ventes sont en baisse : les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique se maintiennent et l'Irlande, la Pologne sont en hausse. Ainsi, la France, deuxième fournisseur européen du Royaume-Uni en 2000, est passée à la sixième place en 2011.

Forte hausse de la production de poulet de chair en Allemagne et en Pologne

Entre 2000 et 2011, l'Allemagne et la Pologne ont fortement augmenté leur production de poulet de chair. En effet, les éclosions de poussins de poulet de chair sont passées pour l'Allemagne de 415 millions de poussins en 2003 à 646 millions en 2011, et pour la Pologne de 465 millions de poussins à 746 millions. Par ailleurs, l'Allemagne complète ses mises en place de poulets de chair en important des poussins des Pays-Bas avec 168 millions de poussins en 2011 contre 38 millions en 2003. Cette demande de l'Allemagne profite à la production de poussins de chair néerlandais, puisque les éclosions de poussins aux Pays-Bas ont augmenté au même

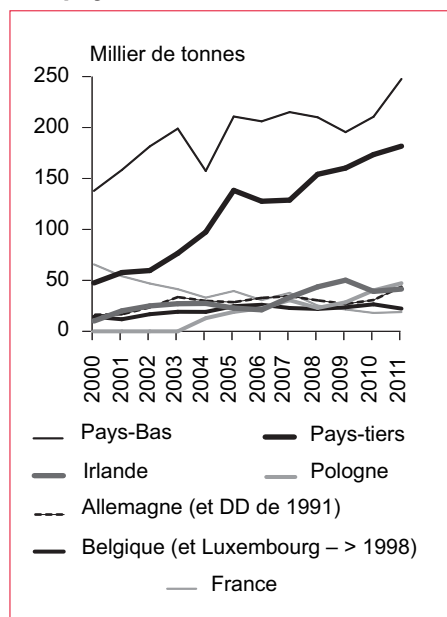
rythme que les exportations vers l'Allemagne, soit 120 millions d'éclosions supplémentaires entre 2003 et 2011.

L'Allemagne abat une partie de sa production de poulet de chair au Pays-Bas et en Belgique

Cependant, l'Allemagne n'abat pas l'ensemble de sa production de poulet, puisqu'en 2011 elle a exporté près de 200 millions de poulets de chair vivants (de plus de 185 grammes), soit une hausse de 110 millions de poulets entre 2003 et 2011. Près de 93 % de ces exportations vont aux Pays-Bas ou en Belgique. Ainsi, pour les Pays-Bas et la Belgique, le solde du commerce extérieur en poulets vivants est largement déficitaire, tandis que l'Allemagne est excédentaire. Pour la Belgique, ce déficit est renforcé par les importations de poulets vivants en provenance de la France (environ 40 millions de poulets).

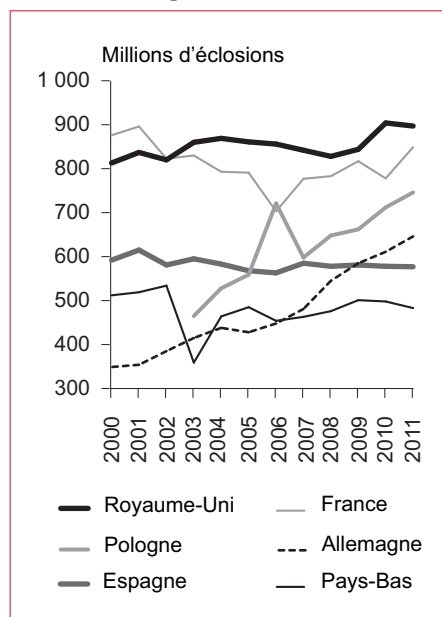
Ainsi, entre 2003 et 2011, la hausse des exportations de poulet vers les Pays-Bas a profité aux abattages néerlandais qui ont augmenté de 40 %. Cependant, bien que l'Allemagne exporte une partie de sa production supplémentaire de poulet vers les

Forte hausse des importations du Royaume-Uni en provenance des pays-tiers



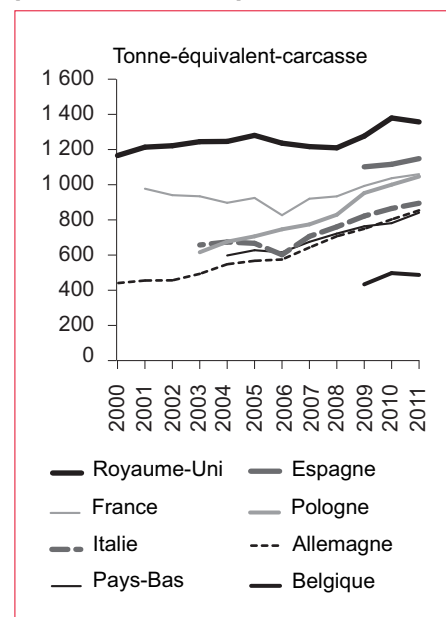
Source : Eurostat

Hausse des éclosions d'œufs de poulets de chair en Pologne et en Allemagne



Source : Eurostat

Hausse des abattages de poulets dans les principaux producteurs européens



Source : Eurostat

Pays-Bas et la Belgique, elle a aussi augmenté ses abattages (+ 55 %). Par ailleurs, les abattages de poulet de chair de la Pologne sont aussi en forte hausse (+ 55 %).

L'organisation de la production de poulet entre l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique ainsi que les produits en transit complexifient les flux

Outre les échanges de poulets vivants, ceux de viande de poulet entre les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique sont très complexes. Les Pays-Bas exportent 350 milliers de tonnes de viande de poulet vers l'Allemagne. De son côté l'Allemagne en envoie 100 milliers de tonnes vers les Pays-Bas, et la Belgique 150 milliers vers les Pays-Bas et 40 milliers vers l'Allemagne. L'intensité de ces flux ont tendance à s'accroître en particulier ceux à destination des Pays-Bas. Ces échanges ne reflètent probablement pas la consommation de poulet de ces trois pays, mais le fait que l'ensemble de la filière poulet est intégrée et que des groupes producteurs de poulet ont des implantations dans ces trois pays intensifiant « artificiellement » les échanges entre eux. Par ailleurs, il doit exister aussi un phénomène d'expédition/ré-expédition qui complexifie encore les échanges.

De ce fait, avec des poulets éclos dans un pays, élevés dans un autre et abattus encore dans un autre, voire conditionnés encore ailleurs, analyser un ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique a plus de logique que de prendre ces trois pays séparément. Ainsi, en 2011, hors flux internes, cet ensemble a exporté 1 460 milliers de tonnes de viande de poulet et en a importé 665 milliers.

Le Brésil et le Royaume-Uni sont les principaux fournisseurs de l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique

Le Brésil, avec 191 mille tonnes, est le premier fournisseur de l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique, tandis que la Thaïlande lui envoie 48 milliers de tonnes. Au final, les pays tiers lui vendent pour 254 milliers de tonnes de viande de poulet, principalement sous la forme de produits transformés à base de poulet (70 % des envois). Après une phase de hausse, les importations en provenance des pays tiers ont tendance à stagner, la hausse des produits transformés compensant la baisse des viandes découpées. Le Royaume-Uni est le pays européen qui exporte le plus vers l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique (137 milliers de tonnes en 2011). Il s'agit principalement de viandes découpées. Le Portugal fournit à l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique 58 milliers de tonnes de viande de poulet sous forme de produits transformés : il ne s'agit pas de ré-expédition de produits en provenance des pays tiers, le Portugal n'important pas de viande de poulet des pays tiers. La France, avec 54 milliers de tonnes, exporte vers cet ensemble tout type de produits, qu'il s'agisse de viandes découpées, poulets entiers ou préparations.

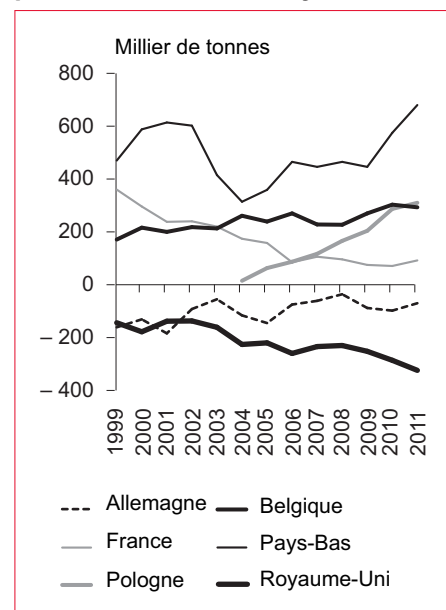
Les pays-tiers, le Royaume-Uni et la France principaux clients de l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique

En 2011, le Royaume-Uni (320 milliers de tonnes) et la France (300 milliers de tonnes) sont les principaux clients de l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique. Par ailleurs, les pays tiers leur achètent 410 milliers de tonnes de viande de

poulet : les envois vers les pays tiers sont très divers, puisque l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique exporte aussi bien en Afrique, qu'en Asie ou en Europe de l'est (Russie, Ukraine). Les exportations ont augmenté de 110 % entre 2000 et 2011. Sur cette période, les exportations vers la France ont triplé, tandis que celles vers le Royaume-Uni augmentaient de 81 % et vers les pays tiers de 38 %.

Par ailleurs, les exportations de l'Allemagne/Pays-Bas/Belgique vers la France sont en grande partie des viandes produites dans ces pays et non pas des ré-expéditions de viande en provenance des pays tiers. En effet, la France importe principalement de la viande découpée, alors que les pays tiers envoient des produits transformés à base de poulet à l'ensemble Allemagne/Pays-Bas/Belgique.

Le solde des échanges de viande de poulet s'améliore pour les principaux producteurs, sauf pour la France et le Royaume-Uni



Source : Eurostat

Sources

- Eurostat pour les données du commerce extérieur, les abattages et les éclosions

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les données chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La production de volailles est stable au premier semestre 2012 », Infos rapides Aviculture n° 8/11, septembre 2012
- « En 2011, la production française de foie gras progresse encore, tandis que la consommation et les exportations marquent le pas », Synthèses Aviculture n° 2012/184, juillet 2012
- « La production française d'œufs de consommation baisse en 2011 », Synthèses Aviculture, n° 2011/166, décembre 2011
- « La consommation de foie gras en progression en 2010 », Synthèses Aviculture, n° 2011/154, juillet 2011
- « Production et consommation de pintade en repli depuis plus de dix ans, malgré des atouts », Synthèses Aviculture, n° 2011/152, juin 2011

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviciculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2012

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr